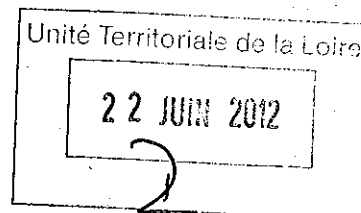




PRÉFÈTE DE LA LOIRE



ARRETÉ N° 241 - DDPP - 2012
ordonnant fermeture d'établissement

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

SS
Enregistré au
tableau de hauteurs
Administratives

OK 6/6

Copie J22
pour bit le
25/06/12

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-2 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/0030 du 25 janvier 2010 mettant en demeure la société EASYDIS de déposer un dossier de demande d'autorisation ;

VU le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées en date du 6 janvier 2010 et 22 mai 2012, établis à la suite de visites d'inspection du 16 décembre 2009 et 19 mars 2012, constatant que la SAS EASYDIS exploite à Saint-Etienne, 9 rue Bénevent, une installation :

- dont l'exploitation relève de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement sans avoir fait l'objet de l'enregistrement requis,
- sans avoir satisfait à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 janvier 2010.

VU le courrier du 26 octobre 2010 informant la société EASYDIS que le dossier déposé le 11 juin 2010 n'est pas recevable ;

CONSIDERANT que les installations exploitées présentent de graves carences vis à vis de la protection incendie au regard de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 applicable aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1:

L'entrepôt de stockage de matières combustibles exploité par la société EASYDIS SAS au 9 rue Bénevent - 42000 SAINT-ETIENNE doit être fermé et les activités relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées supprimées sous un délai de 4 mois.

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne se conforme pas aux dispositions du présent arrêté dans les délais fixés, il serait fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues au 1° et 2° du I de l'article L. 514-1 et au 3^{ème} alinéa du L. 514-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des Installations Classées et Monsieur le Maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 18 JUIN 2012

Pour le Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société EASYDIS
1 Esplanade de France
42008 SAINT-ETIENNE Cedex 1
- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE
- Inspection des installations classées, DREAL Loire
- Archives
- Chrono